



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 21 mai 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

À la une

Usage erroné de la notion de « conflit de loyauté » et mise en danger des enfants exposés aux violences coercitives

étude par Hélène ROMANO

Fréquemment utilisé lors des séparations parentales, l'usage du terme « conflit de loyauté », quand il est inapproprié, peut mettre en danger l'enfant, en particulier dans des situations de violences coercitives exercées par l'un de ses parents.



© Bounpaseuth_AdobeStock_Générée à l'aide de l'IA

Actualité

Sécurité : début du parcours parlementaire pour le projet de loi « RIPOST »

focus

Consensus parental : magistrats et avocats lillois développent une nouvelle forme d'amiable

focus

Technique

La durée des enquêtes préliminaires

étude par Paul MALLET et Jean-Baptiste THIERRY

Jurisprudence

Variations autour du préjudice dans les contentieux vigilance : les enseignements de l'affaire « Yves Rocher »

note par Pauline ABADIE sous TJ Paris, 12 mars 2026

Gazette Spécialisée DROIT BANCAIRE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Guillaume VALDELIÈVRE

Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

• Antonin PITRAS

Maître de conférences à l'université du Maine, avocat au barreau de Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Julie CLAVEL-THORAVAL, Étienne GASTEBLED, Antoine GOUËZEL, Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, Anne-Gaëlle LE MERLUS, Marc MIGNOT, Sophie MOREIL et Olivier SALATI



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuilletable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuilletable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Cette revue ne peut être reproduite, même partiellement,

sauf exceptions prévues par la loi, ni utilisée à des fins

d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle.

La fouille de textes et de données est interdite conformément

à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Retrouvez la semaine prochaine sur la Base Lextenso
le hors-série dématérialisé sur le colloque annuel
de l'association Droit & commerce

Actualité

- GPL490p3 ■ Sécurité : début du parcours parlementaire pour le projet de loi « RIPOST » 3
- GPL488y2 ■ Gestion et contrôle des CARPA : les réformes proposées par la profession d'avocat 6
- GPL490r1 ■ Consensus parental : magistrats et avocats lillois développent une nouvelle forme d'amiable 8
- GPL490p5 ■ « La difficulté de la cour d'appel de Lyon est de rivaliser avec des cours plus visibles »
entretien avec Catherine PAUTRAT 10


Technique

- GPL490j4 ■ La durée des enquêtes préliminaires
étude par Paul MALLET et Jean-Baptiste THIERRY 13

Doctrine

- GPL488d9 ■ Usage erroné de la notion de « conflit de loyauté » et mise en danger des enfants exposés aux violences coercitives
étude par Hélène ROMANO 16

Jurisprudence

- GPL490q5 ■ Variations autour du préjudice dans les contentieux vigilance : les enseignements de l'affaire « Yves Rocher »
note par Pauline ABADIE sous TJ Paris, 12 mars 2026 19
- GPL490l9 ■ La dissimulation de l'escroquerie et ses conséquences sur le délai de prescription de l'action publique
note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 25 mars 2026 23
- GPL490i6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 26
- GPL489j3 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 30
- GPL490o8 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 33
- GPL490c1 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la responsabilité civile
sous la direction scientifique de Vincent MAZEAUD
avec la collaboration de Marie DUGUÉ, Stéphane GERRY-VERNIÈRES et Zoé JACQUEMIN
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lex.so/GPL490c1> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL490j6 ■ Séverine Moulis, bâtonnière du barreau de Nîmes 34

Gazette Spécialisée

DROIT BANCAIRE

Sous la responsabilité scientifique de
Guillaume VALDELIÈVRE et Antonin PITRAS

35



QUESTION PRATIQUE

PROSPECTION COMMERCIALE ET RGPD

Le droit de la protection des données personnelles impose aux entreprises d'adapter leurs modalités de prospection commerciale.

23


www.efl.fr


À LA UNE

Sociétés - Clause de tontine sur toutes les parts d'une SCI constituée entre concubins : nullité de la société

4

Finances de l'entreprise - L'appel d'une garantie autonome est valable s'il respecte l'objet contractuel et n'est pas abusif

11

Contrats - Vente internationale de marchandises : défaut de conformité au sens de la convention de Vienne

8

Sociétés - Un décret modifie l'accès aux informations du registre des bénéficiaires effectifs

5



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Clause de tontine sur toutes les parts d'une SCI
- 5 - Accès au registre des bénéficiaires effectifs
- 6 - Modification de certaines formalités de publicité au RCS et au RNE
- 7 - Responsabilité du commissaire aux comptes dont le mandat a cessé
- 7 - Norme d'exercice professionnel des commissaires aux comptes
- 8 - Contrôle d'une société détenue par un FCP : rectificatif au BRDA 8/26 inf. 4

Contrats

- 8 - Vente internationale de marchandises
- 9 - Rupture du contrat d'agence commerciale
- 10 - Condition suspensive d'obtention d'un prêt

Finances de l'entreprise

- 11 - Conditions de validité de l'appel d'une garantie autonome

Concurrence

- 12 - Absence de situation de concurrence exigée pour le parasitisme
- 13 - Nouveau règlement d'exemption des accords de transfert de technologie

Consommation

- 13 - Clause attributive de compétence d'un contrat de consommation
- 15 - Etiquetage des miels : indication des pays d'origine

Compliance

- 15 - Condamnation d'une holding pour financement du terrorisme
- 16 - Violation de données personnelles : information de la personne concernée

- 17 - Gel des avoirs : lignes directrices de l'ACPR et de la DG Trésor

- 18 - Renforcement du cadre du signalement des lanceurs d'alerte

- 18 - Lutte contre le blanchiment : obligations de formation

- 19 - Publication de l'édition 2026 des tables Informatique et libertés

Et aussi...

- 20 - Procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales

- 21 - Contribution pour l'aide juridique

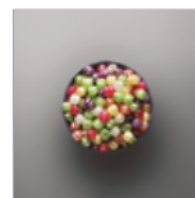
Veilles

- 27 - Veille législative

- 27 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



23

**PROSPECTION COMMERCIALE
ET RGPD : VERS UN DURCISSEMENT
DU CADRE JURIDIQUE**

Revue de jurisprudence commerciale - Édition n°20

30 avril 2026



Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Internet

[Observations] La responsabilité « schizophrénique » des plateformes d’annonces en ligne. Regards croisés sur la qualification d’une plateforme d’annonces en ligne

Par Delphine Martin

Réf. : CJUE 2 déc. 2025, aff. C-492/23 X c/Russmedia Digital, N° Lexbase : B3771CQQ ; TJ Saint-Quentin, 29 janv. 2026, n° 25/00350 N° Lexbase : B4537DIU

Procédure civile

[Chronique] Chronique de procédure civile et droit des affaires (avr. 2025 – avr. 2026)

Par Thibault Goujon-Bethan

Propriété intellectuelle

[Observations] La mise en demeure extra-judiciaire en matière de contrefaçon : entre droit d’alerter et dénigrement

Par Delphine Martin

Réf. : Cass. com., 15 fév. 2025, n° 24-11.150, F-B **N° Lexbase : B8712B9K**

[Observations] Absence de considération artistique et esthétique pour protéger un design au titre du droit d'auteur

Par Delphine Martin

Réf. : CJUE 4 déc. 2025, aff. jointes C-580/23 et C-795/23, Mio AB **N° Lexbase : B8727CQB**

[Observations] Une action en contrefaçon et une action en concurrence déloyale fondées sur les mêmes faits tendent aux mêmes fins

Par Delphine Martin

Réf. : Cass. com., 18 mars 2026, n° 24-17.016, FS-B **N° Lexbase : B4379DXH**

[Observations] Brevet expiré, monopole prolongé par la marque ? La Cour dit non.

Par Delphine Martin

Réf. : Cass. com., 7 janv. 2026, n° 21-23.458, F-D **N° Lexbase : B7433C3P**



Sociétés

[Chronique] Chronique de droit des sociétés (janvier 2026 – avril 2026)

Comité scientifique :

Jérôme Carles, Avocat, Président de l'Association Droit et Commerce (président)

Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC)

Nicolas Borga, Professeur à l'Université Jean Moulin Lyon 3

Bruno Dondero, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Julia Heinich, Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1)

Isabelle Grossi, Professeur à Aix-Marseille Université

Anne Jourdain, Avocate au barreau de Bordeaux



JURISPRUDENCE

Cessions d'actions

L'effet direct de la résolution
d'un contrat de cession d'actions
sur les droits d'actionnaire
Com. 17 déc. 2025,
note Théo Vuarnet p. 282

Sociétés par actions simplifiées

La régularisation
dans tous ses états
Lyon 24 juill. 2025,
note Louis-Marie Savatier p. 287

Sociétés et durabilité

Apports de l'arrêt « Dieselgate »
à la responsabilité des sociétés
et de leurs dirigeants
Civ. 1^{re}, 24 sept. 2025,
note Jean-Marc Moulin p. 291

Droit des sociétés cotées

La consécration attendue du
droit de se taire devant la
commission des sanctions de l'AMF
Cons. const. 26 sept. 2025,
note Éric Dezeuze
et Margaux Soutin p. 295

Droit international des sociétés

Assimilation délicate
des sociétés étrangères
à des sociétés de droit français
CE 25 juill. 2025,
note Katrin Deckert
et Yves Macabies p. 306



Lefebvre Dalloz

REVUE DES SOCIÉTÉS

Mai 2026 - n° 5

ÉTUDES

Proposition de règlement
sur la « société EU Inc. » (28^e régime) :
les grandes ambitions européennes
Benoît Lecourt p. 263

Le rapport de durabilité : nouveau
paradigme du droit des sociétés ?
Julien Bourdoiseau p. 276

CHRONIQUES

Chronique de droit européen
des sociétés
*— Un statut européen pour les entreprises
à mission ?*
Benoît Lecourt p. 317

Actualités _____ **258**

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

Études _____ **263**

Proposition de règlement sur la « société EU Inc. » (28^e régime) : les grandes ambitions européennes
Benoît Lecourt _____ 263

Le rapport de durabilité : nouveau paradigme du droit des sociétés ?
Julien Bourdoiseau _____ 276

Jurisprudence _____ **282**

Cessions d'actions

L'effet direct de la résolution d'un contrat
de cession d'actions sur les droits d'actionnaire
Note sous Com. 17 déc. 2025
note Théo Vuarnet _____ 282

Sociétés par actions simplifiées

La régularisation dans tous ses états
Note sous Lyon 24 juill. 2025
note Louis-Marie Savatier _____ 287

Sociétés et durabilité

Les apports de l'arrêt « Dieselgate »
à la responsabilité des sociétés et de leurs dirigeants
Note sous Civ. 1^{re}, 24 sept. 2025
note Jean-Marc Moulin _____ 291

Droit des sociétés cotées

La consécration attendue du droit de se taire
devant la commission des sanctions de l'AMF
Note sous Cons. const. 26 sept. 2025
note Eric Dezeuze et Margaux Soutin _____ 295

Sociétés et procédure

Guide du franchisé, secret d'affaires confirmé
Note sous Paris 8 oct. 2025
note Nicolas Binctin _____ 300

Droit européen des sociétés

La constitution d'une SARL n'exclut pas à elle
seule la qualité de consommateur ni n'emporte
celle d'entreprise en droit européen
Note sous CJUE 13 nov. 2025
note Elise Poillot _____ 303

Droit international des sociétés

Assimilation délicate des sociétés étrangères
à des sociétés de droit français
Note sous CE 25 juill. 2025
note Katrin Deckert et Yves Macabies _____ 306

Droit fiscal des sociétés

La responsabilité fiscale du dirigeant de société
au titre de l'article L. 267 du LPF
Note sous Com. 5 nov. 2025
note Xavier Cabannes _____ 312

Chronique de droit européen des sociétés _____ **317**

par Benoît Lecourt

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Actualité des procédures collectives, n° 10 du 20 mai 2026

Sommaire du numéro

Repère



CONFUSION DE PATRIMOINES

L'action en extension du liquidateur : nécessairement dans l'intérêt collectif des créanciers

N° 116 - Par Florence REILLE

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

Passif exigible : le litigieux ne se propage pas au-delà de ce qui est contesté

N° 117

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

De la certitude du passif exigible en matière de cessation des paiements : office du

juge

N° 118

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONFUSION DE PATRIMOINES

Le liquidateur a qualité et intérêt à agir pour faire constater la confusion des patrimoines en vue d'étendre la procédure collective à une autre personne

N° 119

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENQUÊTE PRÉALABLE

Quand l'enquête préalable est privée de son juge : excès de pouvoir et absence de rapport

N° 120 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE DOUANIÈRE

Le sort de la créance douanière n'échappe pas au droit des procédures collectives

N° 121 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ARRÊT DES POURSUITES

Renonciation à l'insaisissabilité et plan de redressement : les limites du droit de poursuite

N° 122 - Par Bertille GHANDOUR

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTIONS ET COOBLIGÉS

Cautionnement : effet interruptif de la déclaration de créance aussi en liquidation judiciaire

N° 123

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

Flux intercos et plan de redressement : l'exigence d'une souscription expresse

N° 124

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE REDRESSEMENT

Résolution du plan : l'impayé ne fait pas nécessairement la liquidation

N° 125

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

Application dans le temps de la loi du 14 février 2022 et insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur en divorce

N° 126

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | SANCTIONS

Revirement de jurisprudence en Polynésie française : une date unique de cessation des paiements pour sanctionner le dirigeant

N° 127

[Consulter le PDF](#)

Revue Lamy de la concurrence

Confidentialité des avis de juristes : réforme historique ou privilège en trompe-l'œil ?

Maud BOUKHRIS et Juliette HUA

La date butoir de la négociation commerciale

Nicolas FERRIER

**Rupture brutale, avantage sans contrepartie, déséquilibre significatif :
la cour d'appel de Paris a rendu, le 11 février 2026,
un arrêt riche d'enseignements et porteur de réflexions**

Lénaïc GODARD

**La cession de fonds de commerce emporte-t-elle transmission du
contrat de distribution sélective lié à la licence de la marque transmise ?**

Luc-Marie AUGAGNEUR

**Droit de la concurrence, coopératives agricoles
et souveraineté alimentaire**

Marine NOSSEREAU

**Concurrence déloyale – Les conditions de la responsabilité délictuelle
en cas de détournement d'informations confidentielles
et de dénigrement**

Juliette FABRY

**L'extension de la présomption irréfragable de faute
aux marchés connexes : une avancée du contentieux
indemnitaire à double tranchant**

Mathieu ANNE et Pierre-Yves LAURIOZ

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Directeur scientifique :

Muriel Chagny : Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit de la concurrence et des contrats, UVSQ-Paris Saclay

Linda Arcelin : Professeur des universités, La Rochelle Université

Virginie Beaumeunier : Inspectrice générale des finances, Présidente de l'observatoire des délais de paiements

Jacques Boulard : Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît Cœuré : Président de l'Autorité de la concurrence

Jean-Louis Fourgoux : Avocat associé, Mermoz Avocats

Olivier Guersent : Directeur général de la concurrence, Commission européenne

Sarah Lacoche : Directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Irène Luc : Première avocate générale à la Chambre commerciale de la Cour de cassation

Cyril Nourissat : Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne Perrot : Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie Pironon : Professeur des universités, Université de Nantes

Michel Ponsard : Avocat associé, UGGC Avocats, Président de l'Association française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline Riffault-Silk : Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour de cassation, Membre fondateur et Président honoraire de l'Association of European Competition Law Judges (AECLJ)

Patrick Sayer : Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna Sersiron : Avocate associée, Baker McKenzie, Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit de la concurrence (APDC)

Thibaud Vergé : Vice-Président de l'Autorité de la concurrence, Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent Vigneau : Président de la Chambre commerciale, financière et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentante légale : Rokhaya Pondi

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directrice de la publication : Rokhaya Pondi

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Responsable des rédactions : Chloé Mathonnière

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

A participé à ce numéro : Céline Garnier

Dépôt légal : à parution • **Prix au numéro** : 114,35 € TTC

N° ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N° ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel • **N° CPPAP** : 1226 T 85786 • **Crédit photos** : Getty Images • **Imprimeur** : Duplirprint, 2, rue Descartes - 95330 Domont • **Origine du papier** : Portugal • **Taux de fibres recyclées** : 0 % • **Certification** : Imprimé sur papier FSC • **Eutrophisation** : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N° Cristal 09 69 39 58 58
APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.lamy-liaisons.fr - www.lamylinenew.fr - www.liaisons-sociales.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, du contenu de cette publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, y compris toute utilisation par des systèmes ou modèles d'intelligence artificielle ou toute reproduction ou extraction à des fins de fouille de textes et de données (TDM), notamment en application de l'article 4 de la Directive (UE) 2019/790. L'éditeur se réserve expressément ces utilisations.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :
RLC 2026, n° 160-1 (année, n° de la revue, n° du commentaire)

SOMMAIRE

FOCUS

- Loi de simplification de la vie économique : le rehaussement des seuils de contrôle des concentrations est adopté..... 4
Par *Jérémy BERLEMONT*

LES ESSENTIELS DU MOIS

- CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS** 6
- PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES** 7
- TRANSPARENCE ET PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES** 8
- AIDES D'ÉTAT** 9
- À RETENIR ÉGALEMENT** 12

ÉCLAIRAGE

- La date butoir de la négociation commerciale 14
Par *Nicolas FERRIER*
- Confidentialité des avis de juristes : réforme historique ou privilège en trompe-l'œil ? 20
Par *Maud BOUKHRIS* et *Juliette HUA*

ÉTUDE

- Rupture brutale, avantage sans contrepartie, déséquilibre significatif : la cour d'appel de Paris a rendu, le 11 février 2026, un arrêt riche d'enseignements et porteur de réflexions 25
Par *Lénaïc GODARD*
- La cession de fonds de commerce emporte-t-elle transmission du contrat de distribution sélective lié à la licence de la marque transmise ? 30
Par *Luc-Marie AUGAGNEUR*

ANALYSE

- Droit de la concurrence, coopératives agricoles et souveraineté alimentaire 34
Par *Marine NOSSEREAU*

JURISPRUDENCE COMMENTÉE

- Concurrence déloyale – Les conditions de la responsabilité délictuelle en cas de détournement d'informations confidentielles et de dénigrement 46
Par *Juliette FABRY*
- L'extension de la présomption irréfragable de faute aux marchés connexes : une avancée du contentieux indemnitaire à double tranchant 50
Par *Mathieu ANNE* et *Pierre-Yves LAURIOZ*

Sommaire

2025-4

Éditorial/Editorial

Charles KAPLAN et Charles NAIRAC 815

I. Doctrine – Débats / Articles – Debates

Un projet de rationalisation des relations entre le futur règlement
Bruxelles I (*ter*) et l'arbitrage commercial international
par Etienne FARNOUX..... 825

Les nouvelles *Commercial Courts* allemandes : une alternative crédible
à l'arbitrage international ?
par Dr Markus BURIANSKI, Dr Federico PARISE KUHNLE
et Jana HECHLER 839

La réforme du droit français de l'arbitrage et l'abandon du dualisme
par Yann LEGRAND..... 863

II. Commentaires de jurisprudence / Case Law

Sous la direction de Christophe SERAGLINI

Libye c. Gargour : *L'inaction de l'autorité de nomination
à l'épreuve du pragmatisme du Tribunal fédéral suisse*
par Laura AZARIA et Maël DESCHAMPS..... 881
[Tribunal fédéral suisse, 3 juin 2025, n° 4A_78/2024]

*L'avenir du Tribunal arbitral du sport à l'aune de la jurisprudence
récente des cours européennes (1) : l'arrêt Semenya de la Grande
Chambre de la CEDH*
par Pierre VIGUIER..... 891
[Commentaire de l'arrêt CEDH (Grande Chambre), 10 juillet 2025, Requête
n° 10934/21, *Caster Semenya c. Suisse*]

*Commentaire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 9 décembre
2025 dans l'affaire du Sultan de Sulu : quand l'histoire coloniale
s'invite dans l'arbitrage international contemporain*
par Margaux VANDEWALLE 921

III. Chronique investissements / Investments Chronicle

Sous la direction de Laurie ACHTOUK-SPIVAK, Julien CAZALA et Arnaud DE NANTEUIL

Investissements internationaux et arbitrage / International Investments and Arbitration

Avec la collaboration de Elise RUGGERI ABONNAT, Camille MARTINI, Mathieu RAUX, Karen AZOULAY et Tiphaine DEMARIA

Actualités

Etat des lieux des réformes multilatérales de la protection des investissements et du règlement des différends investisseur-Etat
par Mathieu RAUX..... 938

Compétence et autres questions préliminaires

L'application territoriale du traité d'encouragement et de protection des investissements russo-ukrainien
par Tiphaine DEMARIA..... 951

L'efficacité incertaine des traités d'investissement ayant pris fin
par Julien CAZALA 957

Fond/Quantum

Entre souveraineté et protection des investisseurs : les tribunaux d'investissement face aux clauses d'exception
par Elise RUGGERI ABONNAT 968

Le rôle insoupçonné des pouvoirs de police au stade du quantum
par Camille MARTINI 989

Post-sentence

Principe de non-révision des sentences et arbitrage fondé sur les traités de protection des investissements
par Arnaud DE NANTEUIL 993

L'évolution du régime juridique des aides d'Etat : un outil efficace contre l'exécution des sentences arbitrales d'investissement intra-européennes ?
par Karen AZOULAY 999

IV. Panorama international de jurisprudence / Panorama Of World Case Law

Sous la direction de Michael POLKINGHORNE et Louis DEGOS

- *France, Arbitrage interne et international*
par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT 1015
- *Suisse*
par Pierre-Yves GUNTER, Sabine SCHNYDER et Rik KONING 1089